Profils nutritionnels : un critère d'éligibilité sans compromis *

Jean-Paul LAPLACE

Président de l'IFN,
Institut Français pour la Nutrition,
71 Avenue Victor Hugo,
75116 Paris, Institut Français pour la Nutrition
<Institut.nutrition@ifn.asso.fr>

Abstract: Mid 2006, the French Nutrition Institute (IFN) established a task force to work on the emerging concept of "nutrient profiles", introduced in the European regulation under negotiation at that time. A first symposium allowed to explore further development of the concept, beyond science (FUFOSE and PASSCLAIM programs) and moral standards. Meanwhile, nutrient profiles have been included in the adopted Regulation of the European Parliament and of the Council of the EU on nutrition and health claims made on foods, though their technical basis still remains to be established. First searching for criteria that would satisfy the definition of the food categories, the IFN task force sought to collect objective data on the specific features of the various food categories, with regard to intrinsic nutritional characteristics, the benefit and role in the diet, the potential for optimisation and the possible consequences on nutritional allowances, and regulatory considerations. The task force also compared the outcomes of several nutrient profiling systems on the eligibility to claims of several hundreds of "real" food products, which confirmed that the choice of one system might make a lot of difference, according to the type of products. Last November, IFN organized a second symposium on nutrient profiles to take stock of the breakthroughs and expectations of the various actors involved in Europe. The original studies in progress at IFN have been presented on this occasion. Given as an introduction of this second symposium by the President of IFN, the paper below recalls the main objectives of this new Regulation. It also insists on the conditions of credibility of nutrient profiles that need to be easily understood by consumers, and should not be suspected to serve other intentions. Additional reserves are expressed, due to the difficulty of nutrient profiling, to the danger of a possible manipulation of the consumer behaviour, and to the risk of an excessive medicalization of human nutrition.

Key words: nutrient profiles, regulation on nutrition and health claims made on foods, French Nutrition Institute (IFN)

Dans la fièvre des débats et échanges qui ont eu lieu tout au long de l'année 2006, en vue de l'élaboration du futur Règlement sur les allégations nutritionnelles et de santé, l'Institut Français pour la Nutrition (IFN) avait organisé un premier symposium (le 12 juin 2006) pour essayer d'évaluer ce que pourrait signifier la notion de « profil nutritionnel » soudainement introduite dans des débats qui jusque-là ne relevaient que de la science et d'un souci légitime de morale.

Je voudrais en effet rappeler que les scientifiques avaient engagé l'exploration des fonctionnalités des aliments et contribué à deux actions européennes d'envergure coordonnées par l'Institut international des sciences du vivant (ILSI, *International Life Science Institute*) : le projet « *Functional food science in Europe* » (FUFOSE), lancé en avril 1996, posait les bases

scientifiques d'une véritable science des aliments fonctionnels ; puis le projet PASSCLAIM (*Process for the assessment of scientific support for claims on foods*) qui s'attachait à définir une méthodologie rigoureuse susceptible de mettre en relation l'affirmation d'un effet fonctionnel avec un bénéfice santé.

Du côté de la morale, le souci des scientifiques était de fonder la véracité de telles affirmations pour permettre au marché une saine application du principe fondamental de la loi existante, c'est-à-dire ne pas induire le consommateur en erreur sur les caractéristiques du produit en lui attribuant des effets ou propriétés qu'il ne posséderait pas.

La règle était donc limpide, science et morale ; l'objectif pour le législateur était de purger le marché de toutes sortes d'affirmations farfelues et d'offrir de nouvelles opportunités en santé. Tout cela serait resté crédible pour les consommateurs, assurés de n'être plus sollicités que par des allégations fondées et honnêtes. Malheureusement, ce projet légitime et clair est devenu une « usine à gaz » par l'un de ces

amalgames hâtifs dont notre société a le secret. Impressionnés par le rapport de l'OMS sur la nutrition et les maladies chroniques, les rédacteurs du projet de Règlement ont-ils été influencés par d'autres préoccupations en arrière-plan telles que la révision de la réglementation sur l'étiquetage, une volonté de prise de pouvoir de la santé publique sur les comportements individuels, ou la prétention d'optimiser l'alimentation par la seule vertu d'une approche réglementaire ? Peu importe ; le fait est que la notion de « profil nutritionnel », notion vide de sens en l'absence de définition réglementaire ou consensuelle, a été introduite dans le Règlement européen 1924/2006 en son article 4. Nous sommes donc confrontés à un Règlement entré en application au 1^{er} juillet 2007, et dont un élément clé n'est pas défini. Car c'est bien la pièce essentielle qui manque : le ou les critère(s) d'éligibilité ouvrant droit à porter une allégation.

Le premier symposium de l'IFN sur ces questions a tenté de faire un inventaire des interro-

* Texte d'introduction au symposium *Les profils nutritionnels*, organisé par l'Institut français pour la nutrition, le 8 novembre 2007 (www.ifn.asso.fr).

gations à résoudre, des systèmes à développer, des critères à valider, des contraintes à respecter, et des écueils à éviter. La tâche est apparue particulièrement ardue, et l'IFN a décidé de joindre ses efforts à ceux des diverses institutions confrontées à cette tâche consistant à donner un contenu à la notion de profil nutritionnel. Ainsi est né au sein de l'IFN un groupe qui a beaucoup travaillé depuis un an, mettant à profit la conjonction de compétences industrielles et académiques. Nous sommes aujourd'hui en situation de réaliser un point comparatif de nos efforts à tous.

Je voudrais donc remercier les intervenants qui ont accepté de répondre à notre invitation à partager interrogations, avancées et difficultés :

- M. Christophe Didion, représentant la Commission européenne ;
- M. John Strain (Univ. Ulster) pour l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA) ;
- Mme Sabine Nafziger pour la Confédération des industries agroalimentaires (CIAA) ;
- M. Mike Rayner au nom de la British Heart Foundation ;
- Mme Esther Kalonji pour l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Je tiens aussi à remercier très chaleureusement celles et ceux qui ont effectué un énorme travail au sein du groupe réuni par l'IFN, compilant les données, vérifiant, recoupant, analysant, testant comparativement divers modèles. Quelques-uns d'entre eux seront à la tribune cet après-midi. Un grand merci en particulier à Mme Véronique Braesco qui a piloté ces travaux avec compétence et énergie, à Amélie Denis qui l'a secondée très activement, et à Morgane Guirriec notre chargée de communication qui a tout mis en œuvre pour que cette journée soit un succès.

Lorsque quelques grands scientifiques fondèrent l'IFN en 1974 avec le soutien de l'industrie alimentaire, l'objectif était d'améliorer la qualité des aliments au bénéfice des consommateurs. Ce progrès est évidemment devenu ensuite un avantage concurrentiel et certains esprits mal intentionnés ne veulent voir aujourd'hui que ce second aspect. La situation

se renouvelle aujourd'hui : les allégations nutritionnelles et de santé sont susceptibles de procurer à terme des avantages concurrentiels, mais à la condition qu'elles répondent d'abord à une totale rigueur scientifique susceptible d'inspirer dans la durée une réelle confiance aux consommateurs. Et lorsque je parle ici de rigueur scientifique, c'est de sciences physiologiques que je veux parler et non de sciences économiques.

Je vais donc laisser toute sa place au débat technique mais non sans avoir rappelé les attentes et les craintes.

Les attentes sont bien sûr celles définies à l'article 1 du Règlement, à savoir :

- « Garantir le fonctionnement efficace du marché intérieur ». Oui il faut assurer une concurrence loyale et permettre la libre circulation, tout cela est du commerce. Oui l'industrie a besoin de garder une capacité d'innovation pour développer des produits aux qualités spécifiques bien établies.

- « Assurer un niveau élevé de protection des consommateurs ». Tel est bien le sens de l'exigence de ne promouvoir que des allégations scientifiquement fondées.

Mais pour que le système proposé soit crédible, il doit rester compréhensible pour les consommateurs et il ne doit pas être suspect d'autres utilisations.

Les craintes sont aujourd'hui principalement liées à la difficulté de la tâche imposée un peu vite par le législateur, et à la pollution du débat par diverses arrière-pensées. Je redis ma défiance profonde à l'égard de cette tentation de la santé publique de manipuler les comportements au nom de théories incertaines, et je redis avec force mon rejet à l'égard de cette prétention d'optimiser l'alimentation par l'encadrement qualitatif des aliments, comme à l'égard de cette tendance résultante à classer de fait les aliments en bons et mauvais, et *in fine* peut-être à en faire le principe de base d'une taxation.

Toutes ces idées qui traînent relèvent d'un fâcheux mélange des genres.

Je vous engage donc à ne faire du profil nutritionnel qu'un strict instrument d'attribution ou

non de l'autorisation à porter une allégation nutritionnelle ou de santé. Cela ne peut pas devenir un outil d'étiquetage, encore moins l'instrument d'une anti-éducation alimentaire. Il ne doit pas concourir à favoriser la médicalisation outrancière de l'alimentation ni laisser croire que la qualité n'existait pas avant les allégations ; bien au contraire, il doit préserver la qualité ancestrale de nos aliments.

Je ne conçois pour l'heure des allégations qu'en nombre extrêmement restreint et pour des populations et usages bien ciblés, faute de quoi les allégations ne feront qu'ajouter à la confusion déjà bien grande pour les malheureux consommateurs confrontés à des flots de promesses publicitaires et de menaces proférées par une santé publique qui oublie l'essentiel : l'importance de la quiétude.

En d'autres termes, s'il apparaît qu'il n'est pas possible de faire un système satisfaisant strictement à l'objectif initial, non asservi à d'autres intérêts ou compromis, le législateur s'honorait de faire marche arrière.

Vous voyez donc que je doute. Mais c'est la qualité première d'un scientifique.

Je ne demande qu'à être convaincu par les éléments que vous allez apporter à la discussion et je vous souhaite une excellente journée de travail.

Scientifique attentif à la fonctionnalité des aliments en général, pour moi la poire que je cueille sur l'arbre mérite une allégation, la carotte que j'arrache de terre également, la pièce de viande que pare le boucher en est digne, et ce bol de lait cru tout juste trait lui aussi a d'immenses qualités.

« Menace » d'un retournement vers le Bio, non pas qu'il soit nutritionnellement meilleur mais parce que c'est simple, parce que vous n'avez pas encore imaginé de mettre des étiquettes sur mes patates, parce que le mot-clé Bio tient lieu d'allégation suprême dans la tête des consommateurs. Alors peut-être prendrez-vous conscience que l'aliment sur-travaillé, sur-étiqueté, sur-médicalisé est devenu indigeste pour nos têtes. ■